

BRÈVES ÉCONOMIQUES Service économique régional de Canberra

Le Service économique régional (SER) de Canberra est heureux de partager les brèves Australie, Nouvelle-Zélande et Pacifique du 12 au 16 mai 2025.

À Retenir

- **Australie** : L'Australie sur la bonne voie pour atteindre 82 % d'énergie renouvelable d'ici 2030 après les annonces de la Nouvelle-Galles du Sud
- **Nouvelle-Zélande** : L'accord de commerce UE-NZ produit des résultats pour les exportateurs néo-zélandais
- **Pacifique** : L'économie souterraine des Fidji coûte 1 Md FJD au gouvernement

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

Australie

4,1 %

Taux de chômage stable en
avril 2025

La Banque centrale devrait abaisser ses taux directeurs la semaine prochaine, malgré un chômage stable à 4,1 % en avril. Bien que l'emploi ait enregistré une hausse inattendue, le taux de chômage est resté inchangé, tandis que le taux d'activité a atteint un niveau proche de son record, à 67,1 %. Cependant, les économistes avertissent que la tension persistante sur le marché du travail pourrait freiner le rythme des baisses de taux à venir. Les marchés financiers anticipent une première baisse du taux directeur à 3,85 % lors de la prochaine réunion de la Banque de réserve d'Australie (RBA). La gouverneure de la RBA, Michele Bullock, a d'ailleurs reconnu que les conditions actuelles du marché du travail pourraient compliquer le retour de l'inflation dans la fourchette cible. Les investisseurs s'attendent à trois baisses de taux au total cette année, ce qui ramènerait le taux directeur de 4,1 % à 3,3 % d'ici la fin de l'année. [AFR](#)

Retour sur

Les Conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF) se sont réunis le 15 mai à Brisbane, avec un focus sur les opportunités économiques liées aux Jeux Olympiques de 2032. Les échanges ont mis en lumière les investissements majeurs à venir dans les infrastructures, la transition énergétique et les services urbains, positionnant Brisbane 2032 comme un levier stratégique pour les entreprises françaises. Les retours d'expérience sur Paris 2024 ont souligné l'importance d'une planification rigoureuse, d'objectifs environnementaux ambitieux et d'une plateforme d'accès dédiée aux PME. Pour se positionner, les entreprises françaises sont invitées à renforcer leur veille sur les appels d'offres, à nouer des partenariats locaux et à valoriser leur expertise dans les secteurs clefs (mobilité, ingénierie, sécurité). Cette réunion a marqué une belle étape de dialogue économique entre partenaires français et australiens.



AUSTRALIE

La hausse des salaires portée par l'État inquiète face à une productivité en berne

La croissance annuelle des salaires en Australie a atteint 3,4 % en mars, stimulée par des hausses significatives dans les secteurs des soins aux personnes âgées et de la petite enfance, financées par le gouvernement. Les économistes avertissent que cette dynamique n'est pas soutenable sans une amélioration de la productivité, qui stagne depuis près de dix ans. Malgré cela, la Banque de réserve d'Australie pourrait abaisser ses taux, car les pressions salariales restent limitées en dehors des secteurs soutenus par l'État. Le gouvernement insiste sur l'absence de lien entre hausse des salaires et inflation, mais la productivité reste une priorité urgente. [AFR](#)

L'Australie sur la bonne voie pour atteindre 82 % d'énergie renouvelable d'ici 2030 après les annonces de la Nouvelle-Galles du Sud

Le gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud a approuvé les droits d'accès au réseau de 10 grands projets éoliens, solaires et de batteries pouvant générer plus de 7 GW dans la zone d'énergie renouvelable de Central West Orana, soit près de trois fois la capacité du plus grand producteur d'électricité au charbon de l'État, Eraring. Cette annonce intervient 24 heures après que l'opérateur du marché de l'énergie AEMO a révélé que la production totale d'énergie renouvelable dans les États de l'Est de l'Australie avait atteint 43 % au cours des trois premiers mois de l'année 2025, contre 39 % l'année dernière. [AFR](#)

L'Australie ouvre le marché chinois à ses pommes (hors Tasmanie, déjà agréée)

L'export de pommes australiennes était déjà autorisé par la Chine depuis la Tasmanie depuis 2010, cet Etat étant indemne de mouche des fruits. L'Australie a désormais obtenu l'autorisation d'exporter des pommes poussées sur le continent. [ABC](#)

RACWA vend ses activités d'assurance à IAG pour 1,3 Md d'AUD

L'assureur automobile basé en Australie-Occidentale, RACWA, a annoncé la vente de son activité d'assurance à Insurance Australia Group (IAG) pour un montant total de 1,3 Md AUD. L'accord inclut un paiement de 400 M AUD pour l'acquisition directe et de 950 M AUD pour un accord de distribution et de licence de marque sur une période de 20 ans. Malgré ce transfert, RACWA continuera à distribuer des produits d'assurance sous sa marque, tandis qu'IAG prendra en charge la souscription, la gestion des sinistres et le développement de produits. La finalisation de l'opération reste soumise aux approbations réglementaires. La transaction s'inscrit dans une tendance observée chez d'autres clubs automobiles, tels que ceux du Queensland et d'Australie-Méridionale, ayant également cédé leurs activités d'assurance à de grands groupes financiers. [ABC News](#)

Insignia : Bain Capital retire son offre de rachat de 3,4 Md AUD en raison de la volatilité des marchés

Bain Capital a annulé son offre de rachat de 5 AUD par action pour le gestionnaire de fond australien Insignia Financial, invoquant l'instabilité des marchés financiers mondiaux. Ce retrait laisse CC Capital - un fonds new-yorkais peu connu - comme seul acquéreur potentiel de l'assureur australien, initialement valorisé à 3,4 Md AUD. Le cours de l'action Insignia a immédiatement chuté de 14,8 %, passant à 3,41 AUD. Les investisseurs, dont Tanarra Capital et Indian Pacific Funds Management, avaient exhorté le conseil d'administration à rejeter toute offre inférieure à 5 AUD par action. La situation reste incertaine alors que les marchés financiers demeurent volatils, notamment en raison des tensions commerciales liées aux nouvelles barrières douanières américaines. [Australian Financial Review](#)

NOUVELLE-ZELANDE

Les marchés néo-zélandais rebondissent après l'apaisement commercial entre la Chine et les États-Unis

Les actions néo-zélandaises ont rebondi dans le sillage de Wall Street, stimulé par l'annonce d'un accord entre la Chine et les États-Unis visant à réduire les tarifs douaniers imposés mutuellement. Depuis son retour à la Maison Blanche, Donald Trump avait instauré des droits de douane allant jusqu'à 145 % sur de nombreuses importations chinoises. Pékin avait répliqué en imposant des droits de 125 % sur les produits américains. À la suite de ces annonces de hausses tarifaires réciproques, l'indice principal NZX 50 avait chuté de près de 5 % mettant en lumière la vulnérabilité de la Nouvelle-Zélande face aux chocs liés à la recomposition du commerce mondial. Il a depuis rebondi, dépassant désormais de 4 % son niveau d'avant le 3 mai — date à laquelle les nouvelles barrières douanières avaient été annoncées. [NZ Herald](#)

L'accord de commerce UE-NZ produit des résultats pour les exportateurs néo-zélandais

Le Ministre néo-zélandais du commerce Todd McClay se réjouit de ce que les exports de biens du pays vers l'UE ont augmenté de 28% dès la première année de mise en œuvre. Les performances les plus importantes ont été les kiwis (du fait d'une récolte exceptionnelle) qui ont augmenté de 69% (+316 M NZD), la viande ovine (+29%, +216 M NZD) et les équipements (+104%, +173 M NZD). [Beehive](#)

Le gouvernement procédera au premier retrait du Super Fund en 2028

Lors d'un discours prébudgétaire, la ministre des Finances a annoncé que la Nouvelle-Zélande effectuera en 2028 son premier retrait du NZ Super Fund, créé en 2001 pour financer les retraites. Ce retrait de 32 M NZD marque un tournant, le Trésor avait prévu à l'origine un premier retrait pour 2033. Le gouvernement investira aussi 100 M NZD dans le fonds Elevate pour soutenir les startups. Elevate a déjà attiré 536 M NZD de capitaux privés. [NZ Herald](#)

Un projet de loi environnementale minimisant la protection de la faune sauvage au profit du développement économique

Le Cabinet ministériel souhaite exempter les entreprises de construction, promoteurs immobiliers et sociétés minières de poursuites pour l'abattage accidentelle d'animaux sauvages, légiférant par-dessus un jugement de la Haute Cour. Le changement de loi permettra, en vertu de la Wildlife Act d'autoriser rétroactivement ces abattages, à condition que les entreprises aient respecté toutes les procédures convenues pour minimiser les risques pour les animaux dans leurs projets. De nombreuses critiques s'élèvent contre cette diminution de la protection de la faune sauvage, tandis que le gouvernement soutient la nécessité de ne pas ralentir le développement de projets d'infrastructures déjà approuvés. [newsroom](#)

Démarrage officiel des négociations Inde-NZ pour un accord de libre-échange

Une délégation néo-zélandaise s'est déplacée en Inde pour démarrer officiellement le 6 mai les négociations pour un accord commercial avec l'Inde. La viande ovine, taxée à 30% à l'entrée du marché indien, est un intérêt offensif fort pour la Nouvelle-Zélande. Les deux pays avaient déjà mené des négociations en 2011 et 2015, au cours desquelles l'Inde avait exprimé une forte sensibilité vis-à-vis des exports laitiers néo-zélandais. [Farmers Weekly](#), [Beehive](#), BLNZ (édito)

La Couronne n'aurait pas respecté le traité sur les pêcheries avec les Maoris

Un accord de 1992 conférait aux Maoris 50% des parts de l'entreprise Sealord et 20% de tous les quotas de pêche dans les eaux néo-zélandaises, en échange de ne plus réclamer de droits supplémentaires de pêche. Cependant, la Cour suprême a estimé que la Couronne n'avait pas respecté cet accord, en changeant les règles de gestion des quotas (par parts au lieu de volume), qui a érodé progressivement les droits des Maoris. [The Spin Off](#)

La Nouvelle-Zélande envisage d'interdire les réseaux sociaux aux moins de 16 ans d'ici 2026

Le gouvernement néo-zélandais étudie une proposition visant à interdire l'accès aux réseaux sociaux aux moins de 16 ans d'ici 2026. Cette mesure, pilotée par la ministre de l'Éducation Erica Stanford, obligerait les plateformes à vérifier l'âge des utilisateurs sous peine d'amendes pouvant atteindre jusqu'à 2 millions de NZD. En Australie, une loi similaire adoptée le 28 novembre 2024 imposera aux plateformes de vérifier l'âge des utilisateurs à partir de novembre 2025, sous peine d'amendes pouvant atteindre 49,5 millions d'AUD. Cette interdiction reflète la prise de conscience accrue des pouvoirs publics sur la nécessité de protéger les jeunes des risques liés au cyberharcèlement, à l'addiction et aux contenus inappropriés. En effet l'impact des réseaux sociaux sur la santé mentale des jeunes est désormais clairement établi et reconnu, avec une augmentation des cas d'anxiété, de dépression et de suicide. Le projet de loi, encore à l'étude, pourrait être adopté avant les prochaines élections générales, sous réserve de l'approbation du Cabinet. [Business Standard](#)

PACIFIQUE

Fidji parmi les pays aux taux d'intérêt les plus bas en 2025

En 2025, Fidji se classe parmi les pays affichant les taux d'intérêt les plus bas au monde, avec un taux directeur de seulement 0,25 %, selon les données du FMI. À égalité avec la Suisse, l'archipel occupe le bas du classement mondial, bien loin derrière des économies comme la Turquie (50 %), le Nigeria (24,75 %) ou encore le Brésil (10,75 %), où les taux sont nettement plus élevés. Cette politique monétaire très accommodante de la banque centrale de Fidji vise à soutenir l'activité économique, en particulier dans des secteurs clés tels que le tourisme, la construction et l'agriculture. Le taux d'intérêt des Fidji est nettement inférieur à celui de ses voisins régionaux. L'Australie a un taux de 4,35 % et la Nouvelle-Zélande de 5,50 %, ces deux pays maintenant une politique monétaire plus stricte pour contrôler l'inflation et stabiliser les marchés immobiliers. ([Duavata News](#))

L'économie souterraine des Fidji coûte 1 Md FJD au gouvernement

L'économie souterraine des Fidji est estimée à près d'1 Md FJD, entraînant une perte majeure de recettes fiscales. Le directeur du fisc, Udit Singh, souligne l'importance des transactions en espèces non déclarées. Des efforts sont menés en collaboration avec des entreprises, le gouvernement et d'autres agences pour intégrer ces activités au système fiscal, avec par exemple la numérisation, via portefeuilles électroniques et QR codes, essentielle pour assurer la transparence. ([Fijivillage](#))

Fidji : Croissance des échanges commerciaux avec la Nouvelle-Zélande grâce à la réouverture du bureau de commerce

Sous la direction de David Dewar, Commissaire au commerce pour le Pacifique, les échanges commerciaux de biens et services entre Fidji et la Nouvelle-Zélande ont progressé de 1 Md NZD en 2020 à 1,4 Md NZD en 2024 depuis la réouverture du bureau de *New Zealand Trade and Enterprise* en 2020, après une décennie d'absence. Dewar, qui quitte ses fonctions, a souligné le rôle essentiel du Fiji New Zealand Business Council (FNZBC) dans ce développement, visant désormais un objectif de 2 Md AUD d'ici 2030. Outre le secteur touristique, en pleine reprise, le potentiel de croissance repose également sur l'agribusiness, la fabrication et les services technologiques. ([Fiji Times](#))

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Solde courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	Taux de chômage (%)	Taux directeur (%)	Inflation (%)
	2024	2024	2024	2024	2025(p)	2026 (p)	2024	2024			
Australie	27,1	1 742	61 557	1,0	1,6	2,0	-0,3	49,0	4,0 (Mars 25)	4,10 (Fev-25)	2,4 (T1-25)
Nouvelle-Zélande	5,3	258	47 371	-0,5	1,4	2,7	-6,0	51,2	5,1 (T4-24)	3,50 (Avril-25)	2,5 (T1-25)

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Compte courant (% du PIB)	Dette publique (% du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
	2024	2024	2024	2024	2025 (p)	2026 (p)	2024	2024	2022	2024
Papouasie-Nouvelle-Guinée	12,5	31,7	2 524	3,744	4,6	3,5	14,55	53,70	154	4,50
Fidji	0,9	5,9	6 445	3,7	2,6	2,8	-6,71	80,04	104	2,30
Îles Salomon	0,8	1,8	2 269	2,5	2,7	2,8	-3,71	22,02	156	4,23
Vanuatu	0,3	1,2	3 496	0,9	1,4	2,1	-7,64	44,60	140	4,22
Samoa	0,2	1,1	5 062	9,4	5,4	2,6	-4,82	27,71	116	3,59
Kiribati	0,1	0,3	2 425	5,3	3,9	3,2	-2,03	9,92	137	2,49
Tonga	0,1	0,5	5 444	2,1	2,7	2,3	-3,91	38,25	98	4,69
Micronésie	0,1	0,5	4 958	0,7	1,1	1,5	-0,36	10,92	135	5,44
Îles Marshall	0,04	0,3	7 368	2,8	2,5	4,1	16,86	16,68	102	5,36
Palaos	0,02	0,3	17 000	7,1	5,7	3,5	-34,57	69,673	71	3,61
Nauru	0,0	0,2	12 385	1,8	2,0	1,6	5,25	17,59	122	11,57
Tuvalu	0,01	0,1	6 200	3,3	2,8	2,3	3,25	3,87	132	1,17

Sources: FMI et données nationales

À NE PAS MANQUER !

Sydney (NSW)	Luxury roundtable - FACCI NSW	22 mai	NSW Luxury Retail Industry Meet-Up French-Australian Chamber of Commerce & Industry on Glue Up
Sydney (NSW)	Business briefing - FACCI NSW	23 mai	NSW Economic Outlook with the Reserve Bank of Australia French-Australian Chamber of Commerce & Industry on Glue Up
Adelaide (SA)	GALA FACCI SA	27 mai	NSW Economic Outlook with the Reserve Bank of Australia French-Australian Chamber of Commerce & Industry on Glue Up
Melbourne (VIC)	AGM meeting FACCI	29 mai	By invitation only
Sydney (NSW)	AI event – FrenchTech	29 mai	Creating meaningful AI

Nous contacter : ines.abderrahmane@dgtresor.gouv.fr

Vous avez manqué nos dernières brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)

[Site internet du SER de Canberra](#)

Clause de non-responsabilité : Les Brèves économiques du Service économique régional de Canberra, rédigées à partir d'informations publiques, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.

SER de Canberra

6 Perth avenue Yarralumla, Canberra ACT 2600, AUSTRALIE

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)